

Ex Communauté de Communes des 3 Cantons

Rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif

2018



Document visé par la loi n°95-101 du 2 février 1995 , le décret n°95-635
et la loi n°2015-991 du 07 août 2015 et le décret n°2015-1820

1 - PREAMBULE

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif est destiné à l'information des usagers et à la transparence de la gestion du service.

Il détaille les activités réalisées durant l'exercice par la collectivité.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2224-5 et 2225-5, le rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Son contenu ainsi que les indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans ce rapport sont fixés par l'arrêté du 02 décembre 2013, modifiant l'arrêté du 02 mai 2007.

Le rapport et l'avis de l'assemblée délibérante sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13.

Création d'une nouvelle communauté d'agglomération :

L'arrêté préfectoral du 17 septembre 2016 porte la création d'une nouvelle communauté d'agglomération au 01 janvier 2017 par fusion entre :

- la Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard (PMA 29 communes),
 - la Communauté de Communes des 3 Cantons,
 - la Communauté de Communes des Balcons du Lomont,
 - la Communauté de Communes du Pays de Pont de Roide,
- et extension du périmètre aux communes d'Allondans, Dung, Echenans, Issans, Présentevillers, Raynans, Saint Julien les Montbéliard, Sainte-Marie et Semondans.

Le nouveau territoire est composé de 72 communes et compte 142 000 habitants.

Cette nouvelle communauté d'agglomération exerce notamment les compétences eau et assainissement en lieu et place des EPCI fusionnés lorsque ces derniers détenaient ces compétences.

C'est ainsi que PMA exerce :

- la compétence eau, uniquement sur le territoire ex PMA 29 communes ;
- la compétence assainissement collectif sur les territoires de :
 - l'ex PMA 29 communes (collecte, transport, traitement) ;
 - les 9 communes de l'ex CCVR (collecte, transport et traitement) ;
 - l'ex CC3C (transport et traitement) ;
- la compétence assainissement non collectif sur l'ensemble de son territoire depuis le 01 janvier 2018.

Le présent rapport ne concerne que le territoire de l'ex Communauté de Communes des 3 Cantons, les territoires ex PMA 29 communes, de la Communauté de Communes des 3 Cantons et des 9 communes de l'ex CCVR faisant l'objet de rapport séparés.

2 – CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE

Depuis le 01 janvier 2017, la nouvelle agglomération exerce notamment la compétence assainissement en lieu et place des EPCI fusionnés lorsque ces derniers détenaient ces compétences.

C'est ainsi que PMA exerce la compétence assainissement collectif (transport et traitement) sur le territoire de l'ex Communauté de Communes des 3 Cantons.

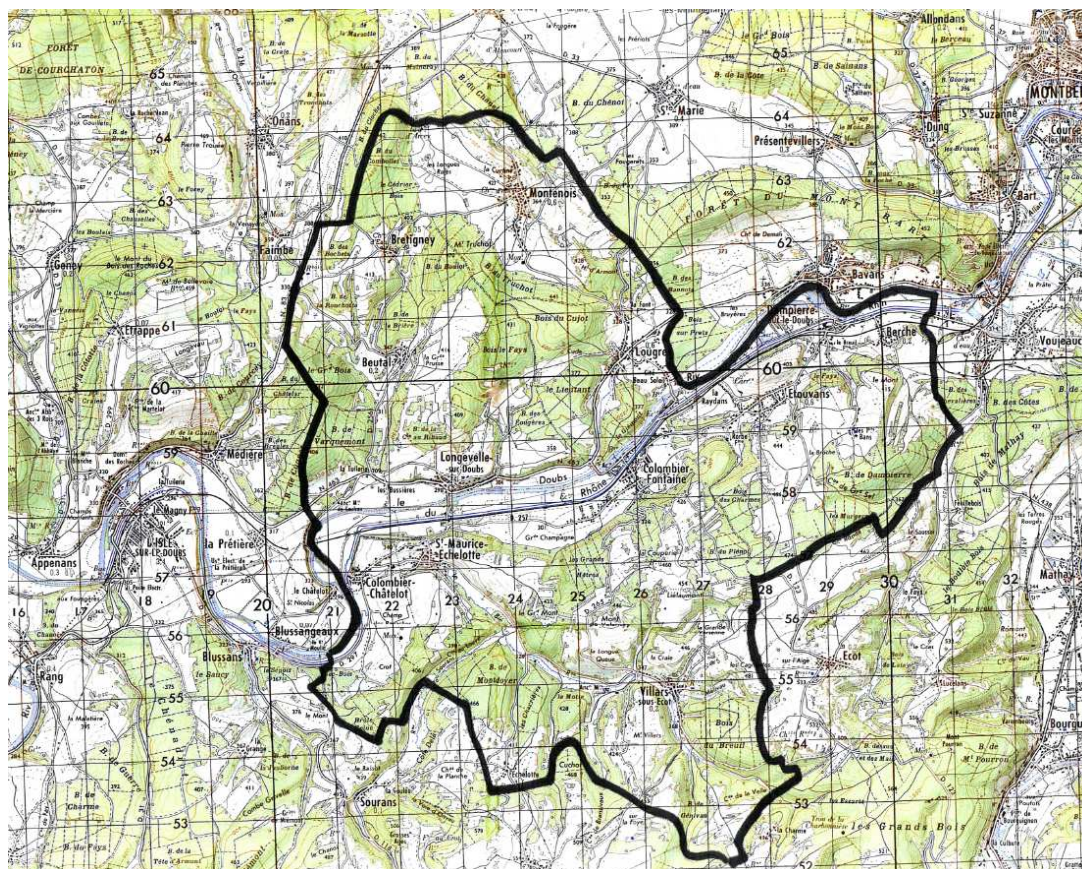
Le budget de ce service est un budget annexe de Pays de Montbéliard Agglomération. Le service est financièrement géré comme un service à caractère industriel et commercial (SPIC).

Les SPIC se caractérisent par une relation marchande avec l'utilisateur. Ils ont comme objet une activité de vente, de production de bien ou de prestation de service, financée principalement par des redevances perçues sur les usagers du service.

Toutefois, ce service engageant l'intérêt général, il ne peut être commercialisé selon des voies ordinaires.

2.1 Le territoire desservi

Le territoire desservi est constitué de 11 communes : Berche, Beutal, Bretigny, Colombier-Fontaine, Dampierre sur le Doubs, Etouvans, Longeville sur le Doubs, Lougres, Montenois, Saint-Maurice-Colombier et Villars sous Ecot.



2.2 – Mode de gestion

Le service est exploité en régie directe par Pays de Montbéliard Agglomération.

2.3 – Estimation de la population desservie – Taux de desserte (P201.1)

Le service public d'assainissement collectif dessert 7 610 habitants (y compris les résidents saisonniers). Une personne est dite desservie par le service lorsqu'elle est domiciliée dans une zone où il existe sous la voie publique la desservant, un réseau public d'assainissement sur lequel elle est ou elle peut être raccordée).

2.4 – Taux de débordement dans les locaux des usagers (P251.1)

Taux (en nombre pour 1 000 clients) de débordement des effluents dans les locaux des usagers : 0 %.

2.5 - Les réseaux de collecte et de transport

Les réseaux de collecte

En 2018, la compétence « collecte » est exercée par les communes.

Les réseaux de transport

Nom du secteur	Effluents transportés	Longueur	Nombre de poste de relevage	Nombre de déversoir d'orage	Observations
Longevelle	Longevelle	1 900 m	1 – PR1 (Grande Rue, face au bar)	1	Mis en service : juin 2008
Lougres	Lougres	1 400 m	1 – PR 2 Extrémité rue de Verdez	1	Mis en service : juin 2008
Carrefour des 3 Cantons	Lougres et Longevelle	800 m	1 – PR 3 Au niveau du carrefour	1	Mis en service : juin 2008
La Raydans	Etouvans, Colombier-Fontaine	1 300 m	1 – PR 4 Rue du Canal	1	Mis en service : juin 2008
Retour STEP	Lougres, Etouvans, Longevelle, Colombier-Fontaine	1 500 m	1 – PR 5 Rue du Doubs vers les AFE	1	Mis en service : juin 2008
Villars sous Ecot	Villars sous Ecot et Saint-Maurice-Colombier	3 400 m	1 – 800 m en amont de la STEP	2 sur le réseau communal de St Maurice	Mis en service : 1996

2.6 - Les ouvrages d'épuration

Unité de traitement	Capacité	Technique utilisée	Observations
Station d'épuration Colombier-Fontaine	4 000 EH	Boues activées	Mise en service en 2008
Station d'épuration Saint-Maurice-Colombier	1 425 EH	Boues activées	Mise en service en 1 994
Station d'épuration Montenois	1 920 EH	Boues activées	Mise en service le 15/01/2011
Lagunage Beutal	270 EH	Lagunage	Mise en service en 1994. Curage : 2009
Décanteur digesteur La Guinguette			
Décanteur digesteur Echelotte			
Filtre planté de roseaux	100 EH		Mise en service : 2012

Les Eaux usées de Berche et Dampierre sur le Doubs sont traitées à la station d'épuration de Bavans, qui appartient à Pays de Montbéliard Agglomération et qui est exploitée par Véolia.
Une convention a été signée entre la CC3C et PMA le 27 juillet 2006, sans limitation de durée.

Prescriptions de rejet (concentrations maximales exprimées en mg/l) pour les principaux polluants :

Paramètres	STEP de Colombier-Fontaine	STEP de Saint-Maurice-Colombier	STEP de Montenois
DBO5	25	30	25
DCO	90	90	105
MES	30	20	35

NK	15	40	11
P total	2		2

STEP de Saint-Maurice-Colombier :

- Conformité de la collecte : compétence des communes de Villars sous Ecot et Saint-Maurice-Colombier

- Conformité du traitement :

Cette conformité est établie par les services de l'Etat et adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à PMA à la date d'établissement du présent rapport.

- Conformité de l'autosurveillance : oui

Le manuel d'autosurveillance est validé.

- Conformité de performance :

Cette conformité est établie par les services de l'Etat et adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à PMA à la date d'établissement du présent rapport.

Deux bilans 24 heures ont été réalisés en 2018 : les performances épuratoires mesurées sur chaque paramètre sont conformes à la circulaire interministérielle du 4/11/1980 relative aux conditions de détermination de la qualité minimale d'un rejet d'effluents urbains prenant en compte le niveau de rejet NK-1.

- Conformité de traitement des boues : oui.

Résultats des analyses de 2 prélèvements de boues réalisés en 2018 : les boues sont conformes à la norme d'utilisation agricole.

STEP de Colombier-Fontaine :

- Conformité de la collecte : compétence des communes de Colombier-Fontaine, Etouvans, Lougres et Longeville sur le Doubs

- Conformité du traitement :

Cette conformité est établie par les services de l'Etat et adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à PMA à la date d'établissement du présent rapport.

- Conformité de l'autosurveillance : oui

Le rapport de visite de contrôle des dispositifs d'autosurveillance établi par le Bureau d'Etudes Sciences Environnement stipule que les prescriptions du manuel d'autosurveillance sont respectées (cotation : 8,1/10).

- Conformité de performance :

Cette conformité est établie par les services de l'Etat et adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à PMA à la date d'établissement du présent rapport.

- Conformité de traitement des boues : oui

Les analyses de 4 prélèvements effectués montrent que les boues sont conformes à la norme d'utilisation agricole.

STEP de Montenois :

- Conformité de la collecte : compétence de la commune de Montenois

- Conformité du traitement :

Cette conformité est établie par les services de l'Etat et adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à PMA à la date d'établissement du présent rapport.

- Conformité de l'autosurveillance : oui

Deux bilans 24 heures ont été réalisés en 2018 : les performances épuratoires mesurées sur chaque paramètre sont conformes à l'arrêté du 22 juin 2007 où sont fixées les performances minimales à atteindre pour une station d'épuration traitant une charge journalière en DBO5 inférieure à 120 kg/j.

- Conformité de performance :

Cette conformité est établie par les services de l'Etat et adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à PMA à la date d'établissement du présent rapport.

- Conformité de traitement des boues : il n'y a pas eu d'analyses de boues réalisées en 2018 car pas d'épandage (les boues sont traitées par ryzocompostage).

Les sous-produits issus des ouvrages d'épuration

Les boues des stations d'épuration de Colombier-Fontaine et Saint Maurice Colombier sont valorisées en épandage agricole.

Le plan d'épandage des boues issues des STEP de Colombier-Fontaine, de Saint-Maurice-Colombier et de la lagune de Beutal a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 17 juin 2010.

Le plan d'épandage des boues issues de la STEP de Montenois a été validé en 2002.

Unités de traitement	Quantité de boues épandues
Colombier-Fontaine	288 t (reste 100 t stockées)
Saint-Maurice-Colombier	208 m3 (reste 40 m3 stockés)
Montenois	0 m3
Beutal	0 m3
Bretigney	0 m3

Conclusion sur la qualité des boues : en 2018, les boues épandues sont conformes à la réglementation.

2.7 - L'organisation du service

Les moyens humains

Le service de l'assainissement est composé de :

- un technicien : gestion des équipements, encadrement du personnel affecté à l'assainissement, déclaration des données, suivi des équipements
- deux agents techniques : conduite des installations, entretien des STEP et des postes de refoulement, réparations.

Les moyens matériels

- deux véhicules utilitaires
- matériel de laboratoire
- divers matériels et outils

3 – LA TARIFICATION ET LE RESULTAT D'EXPLOITATION DU SERVICE

3.1 - Les modalités de tarification

La redevance assainissement comprend deux parts :

- la part perçue par la Communauté d'Agglomération (relative au transport et traitement des eaux usées), destinée à améliorer les performances de traitement des stations d'épuration, et ce afin de respecter des exigences réglementaires en matière de protection des milieux naturels toujours plus contraignantes.
- La part perçue par les communes (relative à la collecte des eaux usées), est destinée au financement des réseaux de collecte communaux.

Les tarifs relatifs au transport intercommunal et le traitement des eaux usées pour l'année 2018 sont les suivants :

- Part fixe : 9 €
- Part variable :

Communes	Coût du m ³ (€ HT)		
	Tarif 2016	Tarif 2017	Tarif 2018
Beutal	0,40	0,60	0,60
Berche	1,04	1,04	1,04
Dampierre / Doubs	1,04	1,04	1,04
Colombier Fontaine	1,07	1,07	1,07
Etouvans	1,07	1,07	1,07
Longeville / Doubs	1,07	1,07	1,07
Lougres	1,07	1,07	1,07
Saint Maurice	0,65	0,65	0,65
Villars sous Ecot	0,65	0,65	0,65
Montenois	0,90	0,90	0,90
Bretigney	1,25	1,25	1,25

3.2 Le résultat d'exploitation de l'année 2018

Recettes

Total : 344 382 €

Redevance assainissement	279 004 €
Prime épuratoire Agence de l'Eau	34 302 €
Remboursement personnel mis à disposition	3 000 €
Régularisation rattachement	5 076 €
Subventions d'amortissement	23 000 €
Total	344 382 €

Dépenses

Total : 383 574 €

Electricité	49 873 €
Carburant	4 200 €
Autres matières et fournitures	27 367 €
Sous-traitance	14 893 €
Redevance VNF	5 544 €
Entretien et réparations	9 917 €
Frais de télécommunication	1 285 €
Autres taxes et redevances	32 852 €
Charges de personnel	74 144 €
Divers (formation, assurance)	1 440 €
Charges financières (intérêts emprunts)	67 145 €
Dotation aux amortissements	94 914 €
TOTAL	383 574 €

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2018 est de – 39 192 €.

Reprise du résultat antérieur : + 35 456 €

Le résultat de clôture au 31/12/2018 est de – 3 736 €.

4 – FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Recettes

Total : 120 749 €

Amortissements	94 914 €
Autres réserves	11 880 €
Subvention d'équipement de l'Etat STEP Bretigney	13 830 €
FCTVA	125 €
Total	120 749 €

Dépenses

Total : 88 283 €

Remboursement du capital	42 971 €
Acquisition matériel de transport	22 313 €
Subvention d'équipement	23 000 €
Total	88 283 €

Le résultat d'investissement de l'exercice 2018 est de 32 466 €.

Le résultat de clôture au 31/12/2018 est de 9 245 €.

En tenant compte des reports, le résultat global de clôture au 31/12/2018 est de – 32 077 €.

